

Créons un, deux, trois VIERZONS ...

Le projet de loi gouvernemental sur le travail "El Khomri" constitue une nouvelle illustration des attaques menées contre le monde du travail, les droits sociaux. Concernant l'ensemble des salarié-es du "privé" et du "public", il s'inscrit dans une vision idéologique qui fait du progrès social un obstacle à la rentabilité financière. Cette démarche n'a de cesse de combattre et de remettre en cause toutes les avancées sociales obtenues en matière de temps de travail et de droits sociaux. Ces avancées, obtenues à des moments où la productivité était moindres, ont amélioré la vie des salarié-es, et ont favorisé et développé l'activité économique. .

Il ouvre donc la voie à toutes les régressions sociales. Pour les organisations syndicales CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques et FO DGFIP, ce projet de loi doit être résolument combattu pour obtenir son retrait. Elles appellent les agent-es des Ministères économiques et financiers à se mettre en grève le 31 mars et à participer massivement aux actions organisées sur le territoire pour exiger le retrait du projet de loi gouvernemental sur le "travail".



Contre les régressions sociales
Soyons dans la grève le 31 mars prochain !

Manifestation Place d'Italie - 13h30

Revendiquons à la DGFIP :

Depuis des années nous subissons les politiques d'austérité : pacte de responsabilité (baisse de 50 milliards d'euros pour les dépenses publiques), Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), Modernisation de l'Action Publique (MAP), démarche stratégique à la DRFIP.

Pour nous, la coupe est pleine !

- l'abandon des politiques d'austérité, du PPCR et de la démarche stratégique, l'arrêt des suppressions d'emplois, le comblement des postes vacants et des embauches statutaires
- le dégel du point d'indice, la reconnaissance des qualifications et l'abandon du RIFSEEP
- la défense du service public de proximité, l'arrêt du démantèlement de la DGFIP
- l'amélioration des droits et garanties statutaires, le respect des métiers et des règles de gestion
- le maintien en surnombre dans leur service des agent-es dont le poste est supprimé
- le remboursement en totalité du Pass Navigo pour tous les itinérant-es
- l'augmentation des surfaces de travail pour les agent-es
- une restauration administrative de proximité aux tarifs AGRAF
- de vrais services communs par site, le développement des services d'accueil, inscription au tableau des emplois des relations publiques, des divisions des directions et services CHORUS
- le déploiement de moyens nécessaires pour permettre les reconstructions de carrières pour bénéficier des mesures liées au travail en ZUS

Réagissons !

Transfert de la redevance audio



Liquidation totale

Encore une perte de recettes pour l'État en perspective. Cette fois-ci, un enjeu de 3,3 milliards d'euros... et la suppression programmée du service de la redevance audiovisuelle à Paris, qui passe de 10 agents à 3. Le service « fantôme » sera adossé au Pôle Contrôle Expertise du 6ème. Lors du CT du 9 février 2016, l'administration a confirmé et assumé l'abandon du contrôle sur place des particuliers au motif qu'il n'était pas assez rentable. Quant aux professionnels, l'administration plaide « pour la création des synergies avec les services du contrôle fiscal »... Les agent-es apprécieront.

Pour rappel, cette redevance représente 85 % du financement du service public de l'audiovisuel.

Et pendant ce temps....

Réduction des surfaces de travail au SLR

La direction a présenté son projet de réorganisation de la division paye avec pour objectif avoué le renforcement de la présence de référents métiers, une plus grande souplesse dans la gestion quotidienne. En réalité, il s'agit pour elle de supprimer des emplois et de récupérer des mètres carrés. La conséquence pour les agent-es des SLR est évidente, ils auront un quart de surface de travail en moins, des nuisances en open-spaces, et ce malgré les alertes DUERP et les interventions en CHSCT.

En fait, la logique est toujours la même :

fusion + restructuration + suppression d'emplois = non renouvellement des baux et moins de surface par agent-e

C'est la déclinaison pratique de la politique immobilière de l'État.

Ponts "naturels"

La position de la CGT Finances Publiques Paris

Comme chaque année, la direction impose ses ponts « naturels »... et, cette année, ils seront au nombre de trois : 6 mai, 15 juillet et 31 octobre.

Et comme chaque année, la CGT Finances Publiques Paris rappelle sa position : la CGT exige que tout-es les agent-es puissent gérer librement leurs congés, dans un cadre souple de plans prévisionnels (qui doivent être établis collectivement au sein des services) et dans le respect de la continuité du service public.

À la DGFIP, il peut y avoir une présence inférieure à 50 % des effectifs car c'est la notion de « nombre suffisant d'agents » qui est appliquée.

Elle refuse par ailleurs toute mise en place de zones « blanches, bleues, rouges... » qui imposeraient un cadencement du travail et constitueraient un frein supplémentaire à la prise de congés. Il faut raisonner en termes de moyens et non de contraintes sur la vie des agents pour la réalisation des missions comme pour les prises de congés.

**Rapport revendicatif général à la CE
du 16 février dernier**

La norme NFX 35-102 recommande de façon précise les dimensions des espaces de travail en bureau et un espace minimum de :

- 10 m² pour 1 personne seule,
 - 11 m² par personne dans un bureau collectif (soit 22 m² pour 2 personnes, 33 m² pour 3...),
 - 15 m² par personne dans un espace collectif bruyant (si les tâches nécessitent des communications téléphoniques par exemple).
- S'il s'agit d'un bureau collectif, il est recommandé de ne pas dépasser 5 personnes correspondant à un groupe de travail homogène (objectifs et commandement communs, type de tâches proches, stabilité du groupe...). Quant aux open spaces, ils ne doivent pas contenir plus de 10 personnes.
- ...malheureusement, le code du travail n'impose aucune obligation en matière de surface minimale.

TEST DE VISION DE LA DGFIP

TU

TRA

VAILLES

ENCORE PLUS

SUR DES OBJECTIFS

DE PLUS EN PLUS ABERRANTS

ET UNE PRESSION INCASSANTE

**TA VISION EST BONNE
SYNDIQUE-TOI A LA CGT**



Pour un syndicalisme de conquêtes sociales...

Adhérez !